



CHRONIQUE
Natacha Polony

École: à catastrophe nationale, déni national

Un petit tour et puis s'en va. Les résultats de l'enquête Pisa, qui mesure les performances des élèves de 15 ans en compréhension écrite, mathématiques et sciences, ont, comme tous les trois ans, suscité nombre d'analyses, de débats, de controverses.

On a vu l'ineffable Jack Lang expliquer dans *Libération* que les mauvais résultats de la France étaient imputables à dix ans de gouvernement de droite. Que la politique menée depuis dix ans n'ait

rien arrangé est une chose. Mais n'oublions pas que les élèves âgés de 15 ans en 2009 et 2012, dates des deux dernières enquêtes, ont eu à subir les programmes de primaire de 2002, ceux concoctés par... Jack Lang. Pour la responsabilité de la droite, on verra en 2015... Des commentaires, donc, et puis plus rien. Dans quelques jours, ce qui constitue une catastrophe nationale sera retombé dans l'oubli, on l'évoquera en passant, à l'occasion d'un débat sur les rythmes scolaires ou sur les options au collège. Le ministre s'en réclamera pour souligner combien sa fantomatique « *refondation*

de l'école » est nécessaire. Et l'on continuera comme avant.

Catastrophe nationale. Le terme n'est pourtant pas usurpé. On pourra glosier tant qu'on voudra sur le fait que Pisa évalue des compétences concrètes et non pas des savoirs abstraits, pour lesquels nos élèves seraient mieux formés. Le « *socle commun de compétences* » et développé ces fameux savoir-faire et savoir-être. C'est au nom de cette impérieuse adaptation que l'on a peu à peu considéré les savoirs comme accessoires ; de simples prétextes, des supports grâce auxquels les élèves démontraient leurs aptitudes. Au nom des compétences, donc, que nos élèves ne savent même plus qui sont Charles VII ou Richelieu.

Catastrophe nationale car on nous a vendu pendant des années la « *société de la connaissance* », au nom de laquelle on acceptait la désindustrialisation. La France se débarrassait de ses usines, les entreprises délocalisaient vers des pays à bas coûts, mais nos jeunes allaient pouvoir prétendre, grâce à une école nettoyée de ses archaïsmes et de ses savoirs inutiles, à des emplois bien plus qualifiés et bien mieux payés. Un pays sans ouvriers pour des entreprises sans usine. C'était la philosophie profonde de la loi d'orientation sur l'école de 2005, la loi Fillon, qui ajoutait à l'impératif de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat celui de 50 % de diplômés du supérieur.

Le résultat est là. Nous avons, et Pisa le confirme, de plus en plus de jeunes non qualifiés, et nous n'avons plus de travail à leur offrir. Même les emplois du tertiaire, des services à la personne, réclament davantage de compétences, une maîtrise du langage,

des notions de psychologie. Pire, les pays qui devaient, dans notre arrogance, nous servir d'usines pendant que la recherche se ferait ici, grâce à nos ingénieurs, nous taillent des croupières en mathématiques et en sciences. La Chine, la Corée du Sud... Même le Vietnam est devant nous dans le classement Pisa. Un jeune Vietnamien a aujourd'hui plus intérêt à poursuivre ses études au pays qu'à venir croupir dans une banlieue de l'ancienne puissance colonisatrice. Cruel retournement.

L'école, bien sûr, n'est pas seule en cause. Les sempiternels sous-entendus sur le système français, « *trop élitiste* », qui favoriserait les « *inités* », les enfants de professeurs dont les parents connaissent les bonnes filières, méconnaissent une réalité essentielle : le seul avantage dont bénéficient les enfants de professeurs est que leurs parents croient en l'école et sacralisent le savoir. C'est aussi la caractéristique des sociétés dont les systèmes scolaires fonctionnent. Des sociétés où l'on transmet le goût de l'effort et le culte du travail bien fait. Et, on ne s'en étonnera pas, ce sont aussi les sociétés où les enfants de milieu défavorisé réussissent le mieux.

Mais dans une France où l'école n'a de cesse de s'adapter à la société, à son mépris du savoir, à sa peur de traumatiser les chers petits avec des notes et des devoirs, à son refus de récompenser le mérite au motif que ceux qui ne sont pas récompensés se sentiraient humiliés, dans cette France, les enfants d'immigrés continueront à s'enfoncer dans l'échec et la frustration, les élites continueront à se coopter, nous n'aurons pas d'emplois pour nos ouvriers non qualifiés et nous n'aurons pas d'ingénieurs pour nos emplois qualifiés.

100 000 citations et proverbes sur evene.fr

ENTRE GUILLEMETS

Disparition de Nelson Mandela, apôtre de la réconciliation et du pardon ALEXANDER JOE/AFP



William Shakespeare

« Pardonner est une action plus noble et plus rare que celle de se venger »



PHILIPPE SALAZAR

Le philosophe* souligne le génie oratoire de l'ancien président sud-africain, notamment lors de son discours sur « l'état de la nation ».

La force de l'éloquence

Une nécrologie n'est pas le lieu d'une critique mais l'occasion d'une louange : *De mortuis aut bene aut nihil. Or la rhétorique enseignée qu'avant d'entonner le panegyrique d'un Grand Mort, il faut décider de ce « bien » : va-t-on célébrer ses actions ou son caractère ?*

La disparition de Nelson Mandela nous met face à ce choix, car faute de pouvoir détailler une carrière de politicien puis d'homme d'État qui aille à rebours de la doxa médiatique, il faut pratiquer l'éloge absolu, celui de son ethos.

Sa disparition aura été aussi lente que brutale fut son apparition : en février 1990 il apparaît soudain, libéré de prison, lui dont on n'avait pas vu de photographie depuis vingt-cinq ans. Immédiatement, discours sur discours, il parle, lui qui avait été réduit au silence. Il devient l'orateur de la nouvelle Afrique du Sud, de la « nation arc-en-ciel ».

En mai 1994, il prononça trois discours décisifs : le 9 mai un discours « au peuple » depuis le balcon de l'Hôtel de Ville du Cap, à la suite de son élection à la présidence par l'Assemblée nationale, le 10 mai une allocution d'investiture aux Union Buildings de Pretoria et le 24 mai un discours de politique générale devant le Parlement, au Cap. Or, le 24 mai, Mandela inventa un mode oratoire qui n'existait pas en Afrique du Sud, dont la tradition républicaine est aussi vénérable que la nôtre et la tradition législative une des plus anciennes du Commonwealth, à savoir ce que les journalistes appelleront

le « *discours sur l'état de la nation* ». Ce discours n'a aucun statut constitutionnel mais, inventé par Mandela, il le plaça au centre de la mise en paroles du consensus national. Il s'agit ici à la fois d'un discours d'investiture, hérité du système constitutionnel de l'apartheid (le président exerce aussi les fonctions d'un premier ministre), d'un discours du trône (renouant avec la tradition de l'Union sud-africaine et de son monarque britannique), et d'un discours sur l'état de la nation (à la façon américaine). Depuis, les Sud-Africains veulent qu'à chaque ouverture du Parlement, en février, le président apparaisse et prononce un discours à la Mandela.

Pourquoi ce discours du 24 mai fut-il de la « *Mandela magic* », la capacité d'incarner par la seule prise de parole ? Car, pour la première fois un orateur put en Afrique du Sud parler de l'« *état de la nation* » et parler pour elle, puisqu'auparavant s'il y avait eu une entité sud-africaine il n'y avait pas eu de nation mais des « *raees* », et s'il y avait eu un État, celui-ci avait dénié la citoyenneté à la majorité de sa population. Pour la première fois un président put s'adresser à des citoyens constitués librement en une nation unifiée. Sa parole fit, « *magiquement* », naître cette Nation (*natio*, de *nascor*, naître).

Une simple phrase fit table rase des différences fabriquées par l'apartheid et par les mouvements de libération entre « *eux* » et « *nous* », « *bons* » et « *méchants* » : « *Le jour viendra où notre nation honnera ceux qui font que nous avons le droit de dire avec fierté que nous*

sommes sud-africains ». Mandela, d'une phrase, prit de court aussi bien ses adversaires qui voyaient en lui un manœuvrier que ses partisans qui espéraient un grandiloquence moralisatrice. Pour illustrer, Mandela cita un poème sur un enfant noir tué par des soldats, d'une poétesse afrikanaer, Ingrid Jonker. Il parla de la « *capacité de transcendance* » que chaque individu porte en lui : Jonker, une Afrikanaer, n'avait pu transcender sa condition qu'en se suicidant. Mandela demanda à son auditoire de comprendre que le temps du sacrifice ultime était passé (la mort, la prison) mais que le temps d'un nouveau sacrifice arrivait, par quoi chaque Sud-Africain devait accomplir en soi-même une création « *poétique* », (« *poésie* », en grec, veut dire création), celle de la nouvelle nation : le véritable sacrifice d'une nation est de sacrifier ses illusions et ses préjugés, et non pas d'autres êtres humains, par des purges et des massacres.

Le discours du 24 mai assura la paix civile. Le plus étrange de l'héritage politique de Mandela est qu'il ne fut aux affaires que cinq ans. Après vingt-sept ans d'emprisonnement, invisible et muet, il apparaît soudain et exerce une magistrature politique par sa seule présence et sa seule éloquence, faisant admettre la paix des armes, la réconciliation nationale et l'amnistie générale – pour le bien commun. Puis il se retire, cesse de paraître en public et cesse de parler. Rares sont les hommes d'État qui créent du bien par la seule force de leur éloquence.

* Directeur du Centre for Rhetoric Studies de l'Université du Cap.



ENCORE UN MOT
Étienne de Montety
edemontety@lefigaro.fr

Icone
[i-kô-n] n. f.

Ancien paria devenu intouchable.

Nelson Mandela est célébré comme une véritable icône. Avec un accent circonflexe, l'icône est une figure incarnant un stéréotype ; sans accent, elle désigne un symbole graphique sur un ordinateur. Par égard pour feu Mandela, on ôtera le chapeau mais on gardera l'accent circonflexe : il était en effet devenu une véritable icône : un apôtre de la réconciliation, révérend *hic et nunc*.

On le constate : à peine mort, Nelson a déjà sa colonne.

Une icône est une image (en couleur ou en noir et blanc, peu importe) à caractère religieux. L'aura dont bénéficie l'ancien président de l'Afrique du Sud est de cet ordre. L'icône Mandela n'est ni russe ni byzantine. Elle est proprement universelle. Les iconographes s'en donnent d'ailleurs à cœur joie depuis hier, exultant et publiant des photos de l'icône par milliers : du militant au Prix Nobel, devenu président de son pays. À l'inverse, les iconoclastes, pourfendeurs d'images – mais parfois aussi destructeurs de clichés – gardent le silence pendant le deuil planétaire. C'est très bien ainsi. Et pourtant, parmi les communiqués, les hommages, les condoléances, tous sincères, on en remarque certains, pas très inspirés : des convenus, pour la circonstance. C'est inévitable, une icône, aussi respectable soit-elle, suscite forcément un peu d'icônerie. ■

Lire aussi PAGES 2, 3, 4, 6, 18 ET 41

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier
Dassault, Thierry Dassault,
Jean-Pierre Bechter, Olivier
Costa de Beauregard, Benoit
Habert, Bernard Monassier,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Serge Dassault
Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salvator
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Economie),
Anne-Sophie von Claer (Style, Art
de vivre, So Figaro), Philippe Gélle
(Étranger), Anne Huet-Wuilleme
(Édition, Photo, Révision), Paul-
Henri du Limbert (Politique,

Société, Sciences), Étienne de
Montety (Débats et Opinions,
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Figaroscope,
Télévision) et Yves Threadard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Redacteurs en chef
Graziella Bouët
(Infographie)
Fédéric Picard (Édition)
Éditeur
Sofia Bengana
Éditeur adjoint
Robert Mergui

FIGAROMÉDIAS
9, rue Pilet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression
L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimahd Casablanca Maroc
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0416 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 17h ;
samedi de 8h à 12h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement sur <http://abonnes.lefigaro.fr>
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club : 397 €. Semaine : 247 €. Week-end : 197 €.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
Pr-cahier 20 pages
Cahier Économie
8 pages
Cahier Le Figaro
et vous 14 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 5 Magazine
212 pages
Supplément 6 Mandem
208 pages
Supplément 7 TV
92 pages